

Point de presse conjoint de MM. François Hollande, Président de la République, et M. Dioncounda Traore, président de la République du Mali, sur la situation au Mali, à Paris le 17 mai 2013.

LE PRÉSIDENT HOLLANDE : Mesdames et Messieurs,

J'ai accueilli avec beaucoup de plaisir mon ami Dioncounda TRAORE. Vous connaissez les liens qui nous unissent depuis déjà plusieurs mois. Ce que nous avons fait pour le Mali, nous l'avons fait pour la Communauté internationale, pour le droit, pour la dignité humaine, pour la démocratie. Si la France est allée au Mali, c'est parce qu'elle a été sollicitée, appelée. Et c'est le Président TRAORE qui a eu cette responsabilité imminente au moment où son pays pouvait être submergé par le terrorisme. Ce terrorisme venant de l'extérieur qui avait gravement déjà blessé son pays au Nord. Il a considéré que la solidarité internationale devait être sollicitée et nous avons fait notre devoir avec les Maliens, avec les Africains. Et, aujourd'hui, l'ensemble du territoire malien a été libéré. Je voulais donc lui exprimer ma gratitude parce qu'il a eu, pour le Mali, la bonne attitude, pris la bonne décision mais il ne l'a pas fait que pour le Mali, il l'a aussi fait pour l'Afrique de l'Ouest et même pour la sécurité de l'Europe et de la France.

Aujourd'hui, nous sommes passés à une autre phase puisque l'opération de maintien de la paix va intervenir au mois de juillet, va se substituer à la MISMA, les troupes françaises vont réduire leur présence tout en intégrant cette opération de maintien de la paix et, en maintenant, un dispositif autour du Mali. Mais ce que nous avons à faire, c'est la reconstruction. Cette reconstruction a déjà été engagée depuis plusieurs semaines par le Mali lui-même mais elle va être accompagnée par l'ensemble de la communauté internationale, notamment l'Europe. Cette réunion s'est tenue avant-hier à Bruxelles et elle a été extrêmement fructueuse puisque deux milliards d'euros ont été dégagés en plus du milliard qui avait déjà été prévu. Ce qui fait trois milliards.

Il y a aussi ce que nous avons à faire pour permettre la transition politique, le dialogue, les élections. Le Président TRAORE a rappelé que les élections devaient se tenir à leur date, ce qui est également notre position et que toutes les conditions devaient être réunies pour que ce vote puisse avoir lieu partout au Mali, c'est-à-dire dans toutes les villes, dans tous les villages.

L'administration civile malienne doit pouvoir organiser le scrutin. Il y a bien sûr, l'accueil qui doit être fait pour les réfugiés et, pour l'avenir, avoir un système de sécurité qui puisse protéger le Mali et l'ensemble de la région du Sahel et nous allons y travailler.

Voilà, Mesdames et Messieurs, au-delà de cette amitié qui est maintenant enracinée pour des décennies entre le Mali et la France, il y a la volonté de sortir par le haut de ce qui s'est produit au Mali, c'est-à-dire l'agression terroriste et de faire que nous puissions contribuer au développement de ce beau et de ce grand pays que le Mali et avec la reconnaissance que la population nous témoigne partout et qui donne une grande fierté à la France.

LE PRÉSIDENT MALIEN : Bien entendu, je ne vous surprendrais pas si je vous disais que je suis très heureux de me retrouver ici ce matin. Et d'avoir l'opportunité de remercier mon ami, mon frère, François HOLLANDE et de lui dire combien le peuple malien est reconnaissant à lui, à l'armée française et à toute la France de ce qu'elle a fait pour le Mali et pour l'Afrique.

Il faut dire que ce qui s'est passé au Mali est révélateur du danger que représentent le terrorisme international, le djihadisme et tous ces extrémismes qui ont pour agenda que de semer le

internationalement, le djihadisme et tous ces extrémismes qui menent pour l'égalité que de commettre le désordre et de mettre à mal la civilisation.

Le Mali s'est trouvé être le théâtre des opérations mais le Mali n'était pas l'objectif principal. S'ils sont venus au Mali, c'est certainement parce qu'ils ont senti que la situation s'y prêtait et si la même situation s'était réalisée ailleurs, ils seraient certainement allés ailleurs. Nous les avons vus en Afghanistan, nous les avons vus ailleurs. Hier, ils étaient au Mali mais j'espère que l'étape malienne sera probablement l'une des dernières dans la lutte contre ces terroristes et ces djihadistes.

Nous nous félicitons donc de l'intervention salutaire de la France qui a pris ses responsabilités et qui a su faire en sorte que l'ensemble de l'Union européenne et aussi la Communauté internationale se mobilisent autour du Mali et autour de la région sahélo-saharienne.

Nous avons parlé de nos relations bilatérales. Nous avons parlé de la nécessité de transformer cet essai que nous avons si brillamment marqué et de faire en sorte que, après avoir gagné la guerre, nous puissions aussi gagner la paix, c'est-à-dire la reconstruction du Mali. Cela veut dire aussi prendre toutes les dispositions utiles pour que ce qui s'est passé ne se répète plus.

J'ai eu le grand bonheur de constater que nous sommes en parfait accord sur toutes ces questions-là, que nos analyses sont les mêmes et que nous arrivons donc aux mêmes conclusions. Il est évident que, à partir du Mali, avec le Président HOLLANDE, la France a ouvert une nouvelle page dans les relations internationales et surtout dans les relations entre la France, l'Europe, le Mali et l'Afrique.

Nous repartons très satisfaits de cette visite et nous sommes certains que l'avenir nous donnera raison d'avoir pris les décisions que nous avons prises qui vont simplement dans le sens de la défense de la civilisation contre l'obscurantisme.

QUESTION : Monsieur le Président, vous parlez de gagner la paix au moins pour le Président TRAORE. J'imagine que c'est la même position pour vous Monsieur le Président HOLLANDE. Il semble qu'il y ait quand même un sérieux blocage, notamment avec le MNLA qui, au cours d'une conférence de presse à Paris a bien précisé qu'il était hors de question de parler de décentralisation puisque ce thème avait déjà été abordé au Mali. Que seule l'autonomie était valable pour eux et qu'à défaut d'obtenir une marge d'autonomie, ils seraient prêts à reprendre les armes et, cette fois, à les retourner à nouveau contre l'armée malienne. Vous avez dit hier qu'il n'était pas question de parler d'autonomie, Monsieur le Président TRAORE, mais uniquement de décentralisation. Il semble que manifestement la situation est bloquée dans les négociations et bloquerait finalement toute élection pour le mois de juillet au moins.

LE PRÉSIDENT MALIEN : Non, la situation n'est pas bloquée du tout. Vous savez, je ne sais pas trop le contenu que les uns et les autres mettent dans le mot autonomie mais je suis certain que, dans la décentralisation que nous envisageons, chacun y trouvera son compte. Je suis sûr qu'au moment où je vous parle, le MNLA est prêt à s'engager dans un dialogue sincère et profond avec le reste du Mali. Le MNLA est constitué de Maliens, de compatriotes à nous auxquels nous avons réservé un traitement différent de celui qui a été réservé aux terroristes et aux djihadistes avec lesquels nous allons dialoguer, avec lesquels nous allons discuter.

Vous savez, les termes n'ont d'importance que le contenu que l'on y met. Il ne faut pas s'accrocher à des termes tels que, autonomie etc. Nous sommes certains que, dans la décentralisation que nous envisageons et qui prévoit des transferts importants de compétences et de responsabilités et de moyens, je suis certain que le MNLA trouvera son compte et que l'ensemble du Mali en tirera que des bénéfices. LE PRÉSIDENT HOLLANDE : Merci à tous.